

UN TEXTE INÉDIT DE PIERRE BOURDIEU

Pour un savoir engagé

Depuis les grèves de novembre et décembre 1995 en France, les interventions de Pierre Bourdieu ont été l'objet de critiques, souvent violentes, notamment de la part des journalistes et des intellectuels médiatiques dont il avait analysé le rôle social. Ce qui semble les avoir choqués avant tout, c'est qu'un « savant » intervienne aussi activement dans le domaine « politique ». L'implication du sociologue dans l'espace public remonte néanmoins au début des années 1960, à propos de la guerre d'Algérie.

Intellectuel et militant

Désireux de « *penser la politique sans penser politiquement* », Pierre Bourdieu a cherché à démontrer que, loin de s'opposer, les sciences sociales et le militantisme peuvent constituer les deux faces d'un même travail, qu'analyser et critiquer la réalité sociale permettent de contribuer à sa transformation. Ce texte a été lu par son auteur lors d'une rencontre à Athènes, en mai 2001, avec des chercheurs et des syndicalistes sur des thèmes tels que l'Europe, la culture et le journalisme et figurera dans un livre à paraître au printemps, *Interventions (1961-2001). Sciences sociales et action politique* (Agone, Marseille).

Par PIERRE BOURDIEU

Sociologue, professeur au Collège de France.

S'il est aujourd'hui important, sinon nécessaire, qu'un certain nombre de chercheurs indépendants s'associent au mouvement social, c'est que nous sommes confrontés à une politique de mondialisation. (Je dis bien une « politique de mondialisation », je ne parle pas de « mondialisation » comme s'il s'agissait d'un processus naturel.) Cette politique est, pour une grande part, tenue secrète dans sa production et dans sa diffusion. Et c'est déjà tout un travail de recherche qui est nécessaire pour la découvrir avant qu'elle soit mise en oeuvre. Ensuite, cette politique a des effets que l'on peut prévoir grâce aux ressources de la science sociale, mais qui, à court terme, sont encore invisibles pour la plupart des gens. Autre caractéristique de cette politique : elle est pour une part produite par des chercheurs. La question étant de savoir si ceux qui anticipent à partir de leur savoir scientifique les conséquences funestes de cette politique peuvent et doivent rester silencieux. Ou s'il n'y a pas là une sorte de non assistance à personnes en danger. S'il est vrai que la planète est menacée de calamités graves, ceux qui croient savoir à l'avance ces calamités n'ont-ils pas un devoir de sortir de la réserve que s'imposent traditionnellement les savants ?

Il y a dans la tête de la plupart des gens cultivés, surtout en science sociale, une dichotomie qui me paraît tout à fait funeste : la dichotomie entre *scholarship* et *commitment* - entre ceux qui se consacrent au travail scientifique, qui est fait selon des méthodes savantes à l'intention d'autres savants, et ceux qui s'engagent et portent au dehors leur savoir. L'opposition est artificielle et, en fait, il faut être un savant autonome qui travaille selon les règles du *scholarship* pour pouvoir produire un savoir engagé, c'est-à-dire un *scholarship with commitment*. Il faut, pour être un vrai savant engagé, légitimement engagé, engager un savoir. Et ce savoir ne s'acquiert que dans le travail savant, soumis aux règles de la communauté savante.

Autrement dit, il faut faire sauter un certain nombre d'oppositions qui sont dans nos têtes et qui sont des manières d'autoriser des démissions : à commencer par celle du savant qui se replie

dans sa tour d'ivoire. La dichotomie entre *scholarship* et *commitment* rassure le chercheur dans sa bonne conscience car il reçoit l'approbation de la communauté scientifique. C'est comme si les savants se croyaient doublement savants parce qu'ils ne font rien de leur science. Mais quand il s'agit de biologistes, ça peut être criminel. Mais c'est aussi grave quand il s'agit de criminologues. Cette réserve, cette fuite dans la pureté, a des conséquences sociales très graves. Des gens comme moi, payés par l'État pour faire de la recherche, devraient garder soigneusement les résultats de leurs recherches pour leurs collègues ? Il est tout à fait fondamental de donner la priorité de ce qu'on croit être une découverte à la critique des collègues, mais pourquoi leur réserver le savoir collectivement acquis et contrôlé ?

Il me semble que le chercheur n'a pas le choix aujourd'hui : s'il a la conviction qu'il y a une corrélation entre les politiques néolibérales et les taux de délinquance, une corrélation entre les politiques néolibérales et les taux de criminalité, une corrélation entre les politiques néolibérales et tous les signes de ce que Durkheim aurait appelé l'anomie, comment pourrait-il ne pas le dire ? Non seulement il n'y a pas à le lui reprocher, mais on devrait l'en féliciter. (Je fais peut-être une apologie de ma propre position...)

Maintenant, que va faire ce chercheur dans le mouvement social ? D'abord, il ne va pas donner des leçons - comme le faisaient certains intellectuels organiques qui, n'étant pas capables d'imposer leurs marchandises sur le marché scientifique où la compétition est dure, allaient faire les intellectuels auprès des non-intellectuels tout en disant que l'intellectuel n'existait pas. Le chercheur n'est ni un prophète ni un maître à penser. Il doit inventer un rôle nouveau qui est très difficile : il doit écouter, il doit chercher et inventer ; il doit essayer d'aider les organismes qui se donnent pour mission - de plus en plus mollement, malheureusement, y compris les syndicats - de résister à la politique néolibérale ; il doit se donner comme tâche de les assister en leur fournissant des instruments. En particulier des instruments contre l'effet symbolique qu'exercent les « experts » engagés auprès des grandes entreprises multinationales. Il faut appeler les choses par leur nom. Par exemple, la politique actuelle de l'éducation est décidée par l'UNICE, par le Transatlantic Institute, etc. Il suffit de lire le rapport de l'Organisation mondiale pour le commerce (OMC) sur les services pour connaître la politique de l'éducation que nous aurons dans cinq ans. Le ministère de l'Éducation nationale ne fait que répercuter ces consignes élaborées par des juristes, des sociologues, des économistes, et qui, une fois mises en forme d'allure juridique, sont mis en circulation.

Les chercheurs peuvent aussi faire une chose plus nouvelle, plus difficile : favoriser l'apparition des conditions organisationnelles de la production collective de l'intention d'inventer un projet politique et, deuxièmement, les conditions organisationnelles de la réussite de l'invention d'un tel projet politique ; qui sera évidemment un projet collectif. Après tout, l'Assemblée constituante de 1789 et l'Assemblée de Philadelphie étaient composées de gens comme vous et moi, qui avaient un bagage de juriste, qui avaient lu Montesquieu et qui ont inventé des structures démocratiques. De la même façon, aujourd'hui, il faut inventer des choses... Évidemment, on pourra dire : « Il y a des parlements, une confédération européenne des syndicats, toutes sortes d'institutions qui sont sensées faire ça. » Je ne vais en pas faire ici la démonstration, mais on doit constater qu'ils ne le font pas. Il faut donc créer les conditions favorables à cette invention. Il faut aider à lever les obstacles à cette invention ; obstacles qui sont pour une part dans le mouvement social qui est chargé de les lever - et notamment dans les syndicats...

Pourquoi peut-on être optimiste ? Je pense qu'on peut parler en termes de chances raisonnables de succès, qu'en ce moment c'est le *kairos*, le moment opportun. Quand nous tenions ce discours autour de 1995, nous avions en commun de ne pas être entendus et de passer pour fous. Les gens qui, comme Cassandre, annonçaient des catastrophes, on se moquait d'eux, les journalistes les attaquaient et ils étaient insultés. Maintenant, un peu moins. Pourquoi ? Parce que du travail a été accompli. Il y a eu Seattle et toute une série des manifestations. Et puis, les conséquences de la politique néolibérale - que nous avions prévues abstraitement - commencent à se voir. Et les gens, maintenant, comprennent... Même les journalistes les plus bornés et les plus butés savent qu'une entreprise qui ne fait pas 15 % de bénéfices licencie. Les prophéties les plus catastrophistes des prophètes de malheur (qui étaient simplement mieux informés que les autres) commencent à être réalisées. Ce n'est pas trop tôt. Mais ce n'est pas non plus trop tard. Parce que ce n'est qu'un début, parce que les catastrophes ne font que commencer. Il est encore temps de secouer les gouvernements sociaux-démocrates, pour lesquels les intellectuels ont les

yeux de Chimène, surtout quand il en reçoivent des avantages sociaux de tous ordres...

Un mouvement social européen n'a, selon moi, de chance d'être efficace que s'il réunit trois composantes : syndicats, mouvement social et chercheurs - à condition, évidemment, de les intégrer, pas seulement de les juxtaposer. Je disais hier aux syndicalistes qu'il y a entre les mouvements sociaux et les syndicats dans tous les pays d'Europe une différence profonde concernant à la fois les contenus et les moyens d'action. Les mouvements sociaux ont fait exister des objectifs politiques que les syndicats et les partis avaient abandonnés, ou oubliés, ou refoulés. D'autre part, les mouvements sociaux ont apporté des méthodes d'action que les syndicats ont peu à peu, encore une fois, oubliées, ignorées ou refoulées. Et en particulier des méthodes d'action personnelle : les actions des mouvements sociaux recourent à l'efficacité symbolique, une efficacité symbolique qui dépend, pour une part, de l'engagement personnel de ceux qui manifestent ; un engagement personnel qui est aussi un engagement corporel.

Il faut prendre des risques. Il ne s'agit pas de défiler, bras dessus bras dessous, comme le font traditionnellement les syndicalistes le 1er mai. Il faut faire des actions, des occupations de locaux, etc. Ce qui demande à la fois de l'imagination et du courage. Mais je vais dire aussi : « Attention, pas de "syndicalophobie". Il y a une logique des appareils syndicaux qu'il faut comprendre. » Pourquoi est-ce que je dis aux syndicalistes des choses qui sont proches du point de vue que les mouvements sociaux ont sur eux et pourquoi vais-je dire aux mouvements sociaux des choses qui sont proches de la vision que les syndicalistes ont d'eux ? Parce que c'est à condition que chacun des groupes se voie lui-même comme il voit les autres qu'on pourra surmonter ces divisions qui contribuent à affaiblir des groupes déjà très faibles. Le mouvement de résistance à la politique néo-libérale est globalement très faible et il est affaibli par ses divisions : c'est un moteur qui dépense 80 % de son énergie en chaleur, c'est-à-dire sous forme de tensions, de frictions, de conflits, etc. Et qui pourrait aller beaucoup plus vite et plus loin si...

Les obstacles à la création d'un mouvement social européen unifié sont de plusieurs ordres. Il y a les obstacles linguistiques, qui sont très importants, par exemple dans la communication entre les syndicats ou les des mouvements sociaux - les patrons et les cadres parlent les langues étrangères, les syndicalistes et les militants beaucoup moins. De ce fait, l'internationalisation des mouvements sociaux ou des syndicats est rendue très difficile. Puis il y a les obstacles liés aux habitudes, aux modes de pensée, et à la force des structures sociales, des structures syndicales. Quel peut être le rôle des chercheurs là-dedans ? Celui de travailler à une *invention collective des structures collectives d'invention* qui feront naître un nouveau mouvement social, c'est-à-dire des nouveaux contenus, des nouveaux buts et des nouveaux moyens internationaux d'action.

Lire *Europe Inc. Liaisons dangereuses entre institutions et milieux des affaires européens*, CEO, Agone, Marseille 2000.

<http://www.monde-diplomatique.fr/2002/02/BOURDIEU/16120> - FÉVRIER 2002